

45. fraude à la franchise et à l'application

La fraude favorisée en matière de franchise et d'application

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Docteur David E. Martin a récemment comparu devant le Parlement européen et a présenté un calendrier exact et approfondi démontrant le développement du coronavirus bio-conçu et armé à partir de 1965 avec des brevets parents en Europe, le transfert à l'Université de Caroline du Nord et sa libération éventuelle à Wuhan, Chine.

Il ne fait aucun doute que le coronavirus présenté comme la cause de la pandémie de 2019 a été délibérément construit dans un environnement de laboratoire comme une arme biologique qui, une fois injectée, tuerait celui qui le recevrait, mais ne pourrait pas être transféré à d'autres comme un véritable agent infectieux.

En même temps que le coronavirus était armé en Grande-Bretagne et à l'Université de Caroline du Nord Chapel Hill, l'industrie pharmaceutique est apparue devant les États-Unis. Le Congrès menace de suspendre la production de vaccins parce qu'ils sont frappés par trop de poursuites liées aux blessures et aux décès dus aux vaccins.

Le Congrès a répondu en libérant l'industrie pharmaceutique de toute responsabilité éventuelle pour les demandes de décès et d'invalidité résultant de vaccins qu'ils produisent en tant que produits de consommation.

Il n'est pas possible pour une société municipale de libérer sélectivement une ou plusieurs de ses propres franchises de sociétés commerciales de la responsabilité liée au rendement du produit. Même si la société mère devait assumer officiellement la responsabilité de sa franchise, cette société mère devrait être financièrement compétente pour le faire et devrait afficher une caution, ce qui n'a jamais été fait.

Dans ce cas, l'ensemble de la proposition et la promulgation qui en a résulté étaient un conflit d'intérêts flagrant et un abus de confiance, car les mêmes personnes qui ont été frauduleuses pour financer la British Territorial Municipal Corporation étaient les mêmes victimes que les franchises

des sociétés pharmaceutiques cherchaient à échapper --- ainsi les victimes paieraient leurs propres blessures de toute façon, et ni la société mère ni les sociétés pharmaceutiques n'étaient compétentes et disposées à payer leurs propres frais de responsabilité, qu'elles ont proposé d'imposer aux victimes.

Étant donné que le gouvernement britannique territorial des États-Unis fonctionne comme une société municipale hébergée dans le district de Columbia, la Municipal Corporation --- et son congrès --- n'ont jamais bénéficié de l'immunité de l'État et ne peuvent donc pas non plus offrir l'immunité de l'État à ses propres franchises commerciales.

En conséquence, les sociétés pharmaceutiques opèrent dans l'hypothèse d'une garantie bidon les tenant inoffensifs de toutes les réclamations en responsabilité et de toute responsabilité pour leurs produits vaccinaux.

Selon les sociétés pharmaceutiques et la législation produite par les États-Unis. Le Congrès, les sociétés pharmaceutiques auraient vraiment pu injecter de l'huile de serpent fermentée dans les victimes et ne pas avoir été tenu responsable - sauf que le Congrès ne pouvait conférer aucune immunité qu'il ne possède pas légitimement.

Comme le dit clairement leur propre titre fédéral 22, lorsqu'un gouvernement agit en tant que société, il perd tout avantage de l'immunité de l'État et devient soumis à toutes les lois et limitations qui régissent les sociétés.

Les sociétés municipales et leurs dirigeants et élus agissant en tant que pourvoyeurs de produits intéressés créés par leurs propres franchises restent 100% personnellement et commercialement responsables.

Les sociétés municipales et leurs élus et officiers tentent également d'échapper à leur responsabilité en omettant de rédiger leur serment d'office et de le publier, ce qui les oblige à ne jamais entrer dans une fonction publique. Ils fonctionnent tous comme des imposteurs comme plusieurs études l'ont montré:

<https://www.brighteon.com/e5366970-58d0-434c-82c0-e9f1efbd6579>

En tant que tels, ils n'ont pas de fonction publique, pas d'autorité publique et aucune responsabilité associée à la fonction publique vacante qu'ils semblent occuper --- mais dans le même sens, ils n'ont aucun pouvoir de promulguer une législation ayant une incidence sur le grand public de ce pays du tout; les seuls fils sur lesquels ils s'accrochent sont les contrats d'enregistrement purs et non divulgués qu'ils ont obtenus alors que les victimes de leur avarice étaient encore des bébés dans leurs berceaux.

Comme nous pouvons tous le constater, aucun de ces contrats n'a jamais été compris comme des contrats, aucun n'a été entièrement divulgué, tous sont entachés par la tromperie sémantique et d'autres éléments de fraude, et tous sont intéressés par la part des agents étrangers non déclarés employés comme officiers en uniforme.

Nous recherchons des allégations selon lesquelles ces mêmes médecins qui étaient employés aux mêmes capacités pendant la pandémie de Covid 19 ont été payés \$ 25 000 par tête pour chaque Américain identifié comme mourant du coronavirus - quelle que soit la cause réelle du décès.

Si tel est le cas, cela fait écho aux gains et aux pots-de-vin qui ont été versés aux médecins pour leur signature sur les documents d'enregistrement des naissances. La corruption des sociétés "gouvernementales" a également conduit à la corruption du peuple.

Ces «professionnels de la santé», qui ont été cités, ont été enrôlés à leur insu ou sans leur accord en tant qu'officiers agréés en uniforme de la British Territorial Municipal Corporation en vertu du titre fédéral XXXI, et menacés de perdre leur permis professionnel s'ils ne suivaient pas les ordres et postulaient officiellement approuvés - et mortellement --- contre-mesures.

Nous avons confirmé des paiements d'environ un milliard de dollars chacun aux 20 plus grands hôpitaux de ce pays pour accompagner le récit du coronavirus et faire le sale boulot.

Avec ce genre d'argent dépensé par les auteurs et effectivement payé par les victimes elles-mêmes, il s'agit de l'un des contrats de confiance et de service les plus flagrants et les plus nuisibles de l'histoire.

Pendant ce temps, les sociétés pharmaceutiques produisant le breuvage de cette sorcière ne ressentaient aucune menace de responsabilité, car leur société mère faisait un clin d'œil et promettait de pardonner tous leurs péchés. Les avocats de Pfizer ont déjà soutenu - devant les tribunaux - qu'ils ne faisaient que ce que les sociétés d'État leur avaient dit de faire, qu'on leur avait dit qu'ils n'en subiraient aucune responsabilité, peu importe ce qu'ils mettaient dans leur vaccin.

Les compagnies d'assurance ont également déjà fait valoir que les victimes ne devaient aucun paiement de police d'assurance-vie parce qu'elles avaient pris le vaccin volontairement et ont ainsi choisi de se suicider --- ceci, tandis que les sociétés municipales continuaient d'agir sous la couleur de la loi et dépensaient plus d'un milliard de dollars en publicité, disant aux gens que ces vaccins étaient cités: "sûr et efficace", et les encourager à penser que c'était une vaccination normale qu'ils devraient prendre pour se protéger et protéger les autres.

Les sociétés municipales et leurs franchises d'État ont perroquet ces fausses informations sur les ondes, même s'il était largement connu dans les communautés de la recherche et de la médecine que les vaccins ne sont pas efficaces contre le coronavirus, et cela était connu depuis les années 1990.

Ce produit s'est également révélé totalement inefficace pour prévenir la maladie ou en contenir la propagation par injection.

Aucune de ces sociétés municipales ni leurs franchises n'ont le droit naturel d'exister et aucun pouvoir de se dégager de toute responsabilité pour leurs actions. Les responsables de ces organisations n'ont occupé aucun poste public, de sorte que tout ce qu'ils ont fait a été fait en fraude contre le grand public, notamment en revendiquant l'immunité de l'État et en offrant l'immunité aux sociétés pharmaceutiques.

Nous souhaitons une compréhension claire qu'il est du travail et du devoir de ces sous-traitants municipaux de protéger le grand public --- de ne pas se protéger et protéger leurs franchises au détriment des personnes qu'ils sont censés servir.

Nous souhaitons une compréhension claire que tant que ces personnes n'écrivent et ne signent pas et ne publient pas leurs serments d'office, elles ne sont entrées dans aucune fonction publique et ne peuvent exercer aucun pouvoir associé à cette fonction, élue ou nommée. Quiconque continue d'exercer les pouvoirs d'un bureau sans publier un serment d'office valide sera arrêté et accusé d'usurpation d'identité et tenu 100% personnellement et commercialement responsable.

Nous souhaitons que chaque employé des sociétés municipales et de toutes les agences fédérales soit informé officiellement et par écrit que les ressortissants de l'État américain retournent à la juridiction foncière et foncière dont ils sont l'héritiers et que nous avons créé nos propres forces de maintien de la paix et que ces le maintien de la paix, y compris notre service des maréchaux continentaux et nos milices de l'Assemblée d'État, doivent être assistés et respectés par tous les employés fédéraux et d'agence et de l'État.

Les organisations de police et d'application de la loi actuellement employées par des franchises constituées des sociétés municipales sont des personnels de sécurité privés qui n'ont aucun pouvoir en tant que forces militaires ou de maintien de la paix sanctionnées par le gouvernement.

Nous souhaitons que chaque organisation d'application de la loi constituée en personne morale et chaque officier employé par ces organisations, qu'il s'agisse d'officiers municipaux ouvertement fédéraux ou de membres de franchises d'État employées comme soldats de la troupe ou Rangers, ou de franchises de comté employées comme shérifs, soient informés de la vérité - qu'ils n'ont aucun rôle ou bureau public, aucun droit de percevoir un chèque de paie public et aucune autorité supérieure.

Nous souhaitons que ces employés de sociétés étrangères comprennent parfaitement qu'en tant qu'Américains, s'ils sont américains, ils partagent une fonction publique longtemps négligée, pour faire appliquer la loi publique, y compris la loi du pays clairement énoncée par chacun des autorités fédérales. Constitutions.

Nous souhaitons que tout ce personnel de sécurité privé sache et comprenne qu'il n'a le droit d'abuser d'aucun membre du grand public de toute loi, code ou infraction réglementaire, et lorsque quelqu'un s'oppose à ses présomptions et offre une preuve raisonnable de son statut politique en tant que membres de notre grand public, ces personnes doivent être libérées et laissées seules, tant qu'ils ne blessent personne ni ne nuisent aux biens appartenant à autrui.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

31 mai 2023

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:30 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:30 by Bee